



AUREA

Groupe européen dédié
à l'économie circulaire

Société Anonyme au capital de 14 420 409,60 €
Siège social : 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris
RCS Paris B 562 122 226

Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2018

Parmi les premiers acteurs industriels en Europe spécialistes de la régénération des déchets, AUREA s'inscrit au cœur de l'économie circulaire. Depuis près de 20 ans, le groupe régénère des déchets de tout type afin qu'ils soient réutilisés comme des matières premières renouvelées. N°1 français de la fabrication d'alliages d'aluminium, 3^{ème} fabricant de chlorure de zinc en Europe, n°1 européen pour la fabrication de roues à bandages à partir de pneus usagés, leader européen de la régénération des huiles noires moteur, AUREA se distingue par ses positions de premier plan en France et en Europe.

Euronext Paris Compartiment C - Code ISIN FR 0000039232 - Mnémonique AURE

www.aurea-france.com



AURE
LISTED
EURONEXT

Rapport Financier Semestriel au 30/06/2018

Sommaire

1. Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes Page 3

1.1. Responsable du Rapport Financier Semestriel et attestation	Page 3
1.2. Responsables du contrôle des comptes	Page 3
1.3. Responsable de l'information financière	Page 4

2. Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30 juin 2018 Page 5

2.1. Présentation du groupe AUREA	Page 5
2.2. Organigramme juridique au 30/06/2018	Page 6
2.3. Marche des affaires au cours du 1 ^{er} semestre 2018	Page 6
2.4. Eléments significatifs du 1 ^{er} semestre 2018	Page 8
2.5. Perspectives du 2 ^{ème} semestre 2018	Page 8
2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté	Page 8
2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées	Page 9

Comptes consolidés au 30 juin 2018 Page 13

Bilan simplifié actif	Page 14
Bilan simplifié passif	Page 15
Compte de résultat	Page 16
Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Page 17
Tableau des flux de trésorerie	Page 18
Variation des capitaux propres	Page 19
Annexe aux comptes consolidés	Page 20
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle au 30 juin 2018	Page 38

Chapitre 1

Responsables du Rapport Financier Semestriel et du contrôle des comptes

1.1. Responsable du Rapport Financier Semestriel et attestation

"J'atteste, à ma connaissance que les comptes consolidés résumés pour le semestre clos le 30 juin 2018 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice".

Joël PICARD
Président Directeur Général
Paris, le 4 septembre 2018

1.2. Responsables du contrôle des comptes

1.2.1. Commissaires aux comptes titulaires

Le Cabinet Gilles HUBERT – 82, rue de Rigny – 94360 Bry sur Marne, représenté par Monsieur Gilles HUBERT, renouvelé par l'assemblée générale du 25 juin 2015 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2020.

Le Cabinet Comptabilité Finance Gestion Audit – 10, rue Ernest Psichari - 75007 Paris, représenté par Monsieur Philippe JOUBERT, renouvelé par l'assemblée générale du 25 juin 2015 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2020.

1.2.2. Commissaires aux comptes suppléants

Le cabinet AUDITEC (société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes) – 21, Boulevard Poissonnière – 75002 Paris, renouvelée par l'assemblée générale du 25 juin 2015 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2020.

Le Cabinet FGH Audit - 8, rue Duplex - 75008 Paris, renouvelé par l'assemblée générale du 25 juin 2015 pour une durée de 6 années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2020.

1.3. Responsable de l'information financière

Joël PICARD

Président Directeur Général

AUREA

3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris

Téléphone : 01 53 83 85 45

Télécopie: 01 53 83 85 46

contact@aurea-france.com

www.aurea-france.com

Chapitre 2

Rapport de gestion sur les états financiers semestriels au 30 juin 2018

2.1. Présentation du groupe AUREA

Parmi les premiers acteurs industriels en Europe spécialistes de la régénération des déchets, AUREA s'inscrit au cœur de l'économie circulaire. Depuis près de 20 ans, le groupe régénère des déchets de tout type afin qu'ils soient réutilisés comme des matières premières renouvelées. N°1 français de la fabrication d'alliages d'aluminium, 3^{ème} fabricant de chlorure de zinc en Europe, n°1 européen pour la fabrication de roues à bandages à partir de pneus usagés, leader européen de la régénération des huiles noires moteur, AUREA se distingue par ses positions de premier plan en France et en Europe.

AUREA entend constituer un pôle significatif et rentable, spécialisé dans le recyclage et la régénération des déchets, en fédérant des entreprises du secteur et parallèlement en accélérant l'émergence de nouveaux métiers liés au recyclage. Pour son développement, AUREA adopte à la fois une démarche de croissance externe et une démarche de développement industriel.

Le développement durable couvre un nombre croissant de produits, par exemple :

- Les huiles,
- Les piles,
- Les matériels électroniques,
- La déconstruction automobile,
- Les métaux,
- Les plastiques complexes,
- Les déchets du bâtiment et en particulier le PVC,
- Les pneus...

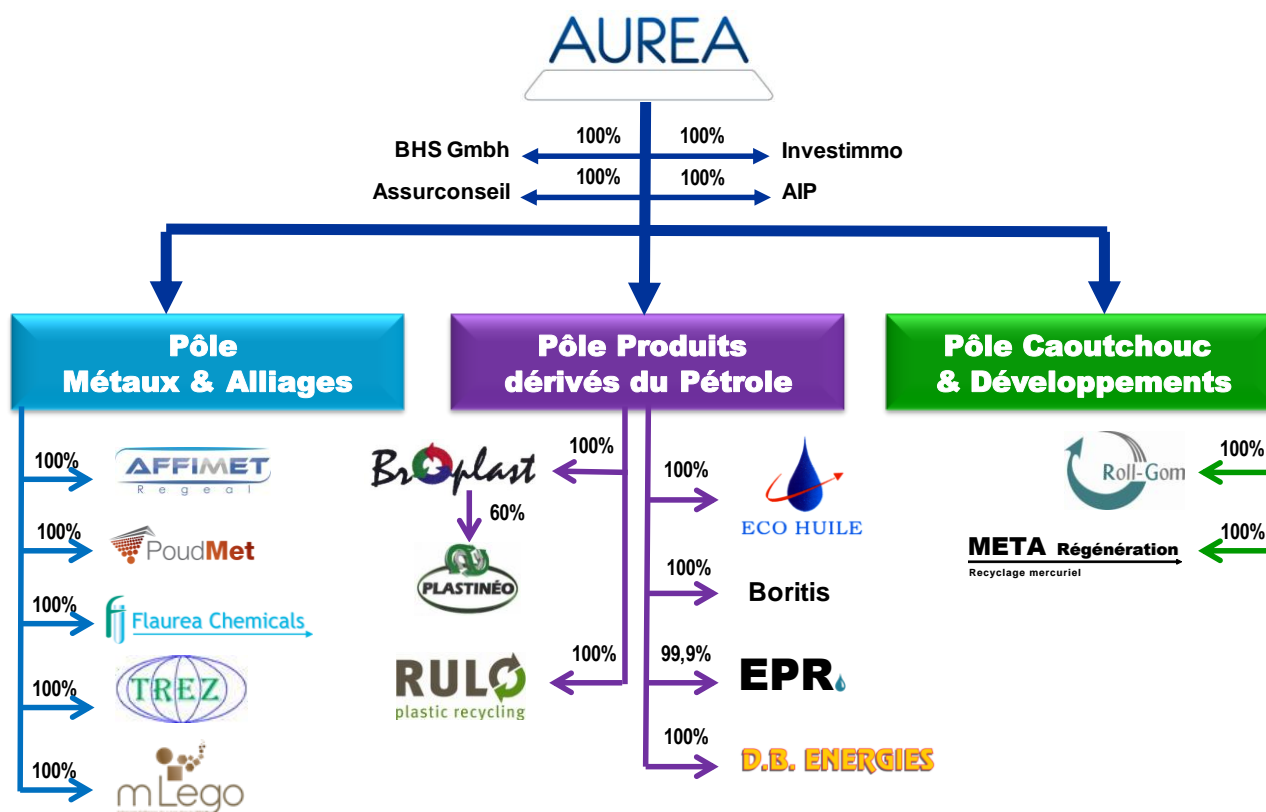
De nombreuses PMI se sont créées ou spécialisées dans ce secteur. Si elles ne présentent souvent qu'un intérêt marginal pour les grands groupes, elles peuvent trouver un pôle d'accueil et de développement au sein du groupe AUREA.

AUREA adopte à la fois une démarche de croissance externe et une démarche de développement industriel. Le groupe, qui se définit comme un "industriel d'opportunités", recherche en effet des niches d'activités où AUREA peut être un acteur significatif et industrialiser les process de recyclage de façon à les rentabiliser.

AUREA est un pôle de regroupement de PME spécialisées dans le développement durable, pur acteur de l'économie circulaire :

- Un groupe fort de 13 sites industriels principaux et 4 sites secondaires en France et en Belgique (+ siège social à Paris),
- Une organisation en 3 pôles d'activité : Métaux & Alliages, Produits dérivés du Pétrole, Caoutchouc & Développements,
- 551 collaborateurs au 30/06/2018.

2.2. Organigramme juridique au 30/06/2018



2.3. Marche des affaires au cours du 1^{er} semestre 2018

2.3.1. Activité

CA consolidé en M€	30/06/2018	30/06/2017	30/06/2016
1 ^{er} trimestre	58,7	52,6	43,6
2 ^{ème} trimestre	59,1	53,7	43,8
Total CA consolidé au 30 juin	117,8	106,3	87,4

Au 1^{er} semestre 2018, AUREA enregistre un 3^{ème} semestre consécutif de croissance à deux chiffres de son chiffre d'affaires consolidé, en hausse de +11% sur la période.

- **Le pôle Métaux & Alliages** s'est bien maintenu sur la période (+2%) et confirme son adaptabilité aux fluctuations des cours des matières premières. Le groupe a privilégié, conformément à sa stratégie de conquête des marchés de niches, les alliages offrant la meilleure rentabilité quitte à réduire, dans certains cas, les volumes sur les alliages les moins valorisés.
- **Le pôle Produits dérivés du Pétrole** progresse de +66% sur la période sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs favorables :

- L'augmentation substantielle de la collecte d'huiles usagées sur la période et donc des volumes d'huiles régénérées par le groupe,
- La montée en puissance des activités et des synergies du secteur des hydrocarbures, liées aux acquisitions récentes (DB Energies, EPR),
- La nette reprise des activités de recyclage des plastiques complexes et PVC.

Le pôle Produits dérivés du Pétrole accroît ainsi sa contribution pour atteindre 20% du chiffre d'affaires consolidé, une part qui devrait continuer à croître lors des prochains semestres.

- **Le pôle Caoutchouc & Développements** (+3%) a bénéficié, notamment au 2^{ème} trimestre, du développement progressif des activités de l'usine de décontamination mercurielle, dont l'exploitation opérationnelle a débuté au T3 2017.

2.3.2. Résultats

En K€	30/06/2018 IFRS	31/12/2017 IFRS	30/06/2017 IFRS
Chiffre d'affaires consolidé	117 807	203 490	106 280
Résultat opérationnel courant	4 035	5 111	2 755
Résultat opérationnel non courant	-369	-446	74
Résultat opérationnel	3 665	4 665	2 829
Résultat net part du groupe	2 257	4 180	1 423

Au 1^{er} semestre 2018, le résultat opérationnel courant s'établit à 4,0 M€, en hausse de +46%. Toutes les activités du groupe ont contribué à la progression de la rentabilité. AUREA a notamment bénéficié de la stratégie de recentrage du pôle Métaux & Alliages vers les produits à plus forte valeur ajoutée, et des premiers effets de synergie dans le pôle Produits dérivés du Pétrole.

Le résultat net part du Groupe s'inscrit en hausse de +59% au 1^{er} semestre 2018, à 2,3 M€.

Au 30 juin 2018, AUREA affiche une situation financière solide caractérisée par :

- Des capitaux propres de 78 M€, en progression sensible ;
- Une dette financière à plus d'un an de 12,9 M€, contre 22,3 M€ au 30 juin 2017. Cette diminution est liée au transfert de l'emprunt obligataire de 13,6 M€, souscrit en juin 2013 et arrivant à maturité en juin 2019, dans la catégorie des dettes à moins d'un an ;
- Une trésorerie de 29,7 M€ (dont factor).

Le dividende de 0,15 € par action, versé en juillet 2018 au titre de l'exercice 2017, a été souscrit largement en actions à hauteur de 73% des droits.

2.4. Eléments significatifs du 1^{er} semestre 2018

Sur la période, toutes les activités du groupe ont contribué à la croissance du chiffre d'affaires et à l'amélioration du résultat. C'est le pôle Produits dérivés du Pétrole qui a affiché la progression la plus importante.

Par ailleurs, le dividende voté lors de l'Assemblée générale du 21/06/2018 a été largement souscrit en actions, confirmant ainsi la confiance des actionnaires dans le groupe AUREA.

2.5. Perspectives du 2^{ème} semestre 2018

Après un 1^{er} semestre en progression, AUREA réaffirme sa confiance dans ses choix pour 2018, s'appuyant notamment sur le développement des nouvelles activités et sur la poursuite de la mise en œuvre des synergies industrielles dans le pôle Produits dérivés du Pétrole.

Pour autant, le groupe demeurera vigilant face aux incertitudes qui continuent de peser sur l'environnement macro-économique.

2.6. Description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté

Les principaux risques et incertitudes auxquels le groupe AUREA pourrait être confronté au cours du 2^{ème} semestre 2018 sont de même nature que ceux décrits en pages 56 à 59 dans le document de référence 2017, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 1^{er} juin 2018 sous le numéro D.18-0537 et disponible sur le site www.aurea-france.com.

2.7. Informations concernant le capital de la société et les sociétés contrôlées

2.7.1. Sociétés contrôlées directement et indirectement au 30/06/2018 et part du capital détenue par AUREA

Société	Forme sociale	% de capital détenu
AIP (Belgique)	SPRL	100%
AUREA Assurconseil	SARL	100%
AUREA Investimmo	SAS	100%
AUREA Portugal (Portugal)	SA	98%
BAGNOUFFE (Belgique)	SPRL	100%
BHS (Allemagne)	GmbH	100%
BORITIS	SAS	100%
BROPLAST	SAS	99%
DE BEC ENTREPRISES	SASU	100%
ECO HUILE	SAS	100%
EPR	SARL	99,9%
FLAUREA Chemicals (Belgique)	SA	100%
HG Industries	SAS	100%
M LEGO	SAS	100%
META Régénération	SA	100%
PLASTINEO	SAS	60%
POUDMET	SAS	100%
REGEAL	SAS	100%
ROLL GOM	SAS	100%
RULO (Belgique)	SA	100%
TREZ France	SAS	100%
Immobilière Albrecht 8	SCI	100%
Immobilière de Blachou (Belgique)	SPRL	100%
Immobilière de Compiègne	SCI	100%
Immobilière des Mofflaines	SCI	100%
Immobilière Pérignat	SCI	100%
Immobilière Pérignat 2	SCI	100%
Immobilière Pérignat 3	SCI	100%

Aucune de ces sociétés ne détient de participation dans AUREA.

La société OIL Environnemental Africa, compte tenu de son absence d'activité, n'est pas consolidée. Le contexte géopolitique actuel en Côte d'Ivoire, avec les incidences connues sur l'activité économique, prive en outre AUREA de tout contact local.

2.7.2. Identité des personnes détenant une participation significative dans le capital de la société au 30/06/2018

Conformément aux dispositions de l'article L.233-13 du Code de commerce, les personnes physiques ou morales qui détiennent directement ou indirectement plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales sont les suivantes :

- Joël PICARD, domicilié Quai des Usines 12 – 7800 Ath (Belgique), détient 2 266 450 actions AUREA, soit 19,1% du capital et 23,7% des droits de vote nets.
- La société FINANCIERE 97, dont le siège social est 3, Avenue Bertie Albrecht – 75008 Paris, immatriculée 384 723 921 RCS Paris, détient 4 360 962 actions, soit 36,8% du capital et 43,8% des droits de vote nets. Cette société est contrôlée par Joël PICARD.
- La société ZENLOR, SAS au capital de 50 632 111 € dont le siège social est 25, rue Marbeuf – 75008 Paris, immatriculée 478 396 658 RCS Paris, détient 598 474 actions représentant 5,1% du capital et 3,2% des droits de vote nets (à la connaissance d'AUREA).
- La société CM-CIC Investissement, dont le siège social est 28, Avenue de l'Opéra – 75002 Paris, immatriculée 317 586 220 RCS Paris, détient 747 208 actions représentant 6,3% du capital et 8,1% des droits de vote nets (à la connaissance d'AUREA).
- La société SUNNY Asset Management, dont le siège social est 129, Avenue Charles de Gaulle – 92200 Neuilly sur Seine, immatriculée 509 296 810, détient 606 093 actions représentant 5,1% du capital et 3,3% des droits de vote nets (à la connaissance d'AUREA).

2.7.3. Répartition du capital et des droits de vote au 30/06/2018

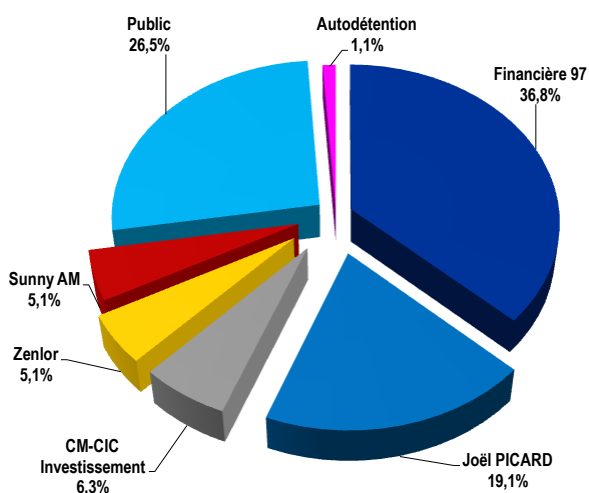
Au 30/06/2018	Nombre d'actions	% du capital	Nombre brut de droits de vote	% des droits de vote bruts	Nombre net de droits de vote (**)	% des droits de vote nets
FINANCIERE 97 (*)	4 360 962	36,8%	8 106 728	43,8%	8 106 728	44,1%
Joël PICARD	2 266 450	19,1%	4 400 053	23,7%	4 400 053	23,9%
Sous total FINANCIERE 97 + Joël PICARD	6 627 412	55,9%	12 506 781	67,5%	12 506 781	68,0%
René RIPER	130 515	1,1%	146 519	0,8%	146 519	0,8%
Antoine DIESBECQ	686	0,0%	1 350	0,0%	1 350	0,0%
Bernard GALLOIS	430	0,0%	430	0,0%	430	0,0%
Myrtille PICARD	107	0,0%	207	0,0%	207	0,0%
Airelle PICARD	25	0,0%	25	0,0%	25	0,0%
Total Administrateurs	6 759 075	57,0%	12 655 312	68,3%	12 655 412	68,8%
CM CIC Investissement (***)	747 208	6,3%	1 494 416	8,1%	1 494 416	8,1%
ZENLOR (***)	598 474	5,1%	598 474	3,2%	598 474	3,3%
SUNNY AM (***)	606 093	5,1%	606 093	3,3%	606 093	3,3%
Auto-détention et programme de rachat	126 251	1,1%	126 251	0,7%	-	-
Public	3 013 568	25,4%	3 046 519	16,4%	3 046 419	16,6%
TOTAL	11 850 669	100,00%	18 527 065	100,00%	18 400 814	100,00%

(*) Détenue directement ou indirectement à plus des 2/3 du capital par Joël PICARD et sa famille. Joël PICARD est membre du conseil d'administration de FINANCIERE 97, ainsi que ses 2 filles Myrtille PICARD et Airelle PICARD.

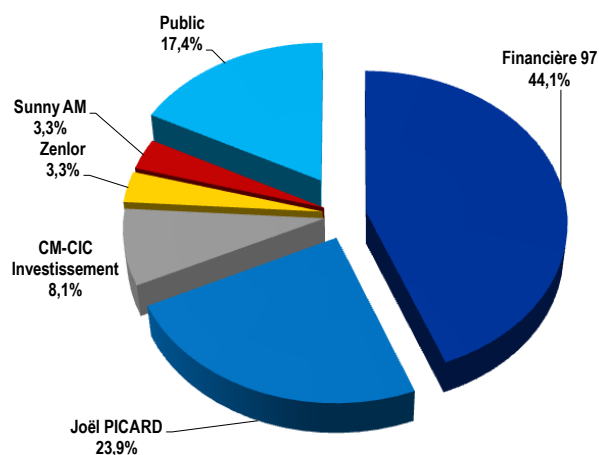
(**) Nombre net = nombre total de droits de vote retraité des actions privées de droit de vote (auto-détention)

(***) A la connaissance de la société

Répartition du capital au 30/06/2018



Répartition des droits de vote nets au 30/06/2018



Il est à noter que, compte tenu de 166 339 actions nouvelles émises pour les besoins du paiement du dividende en actions, le capital d'AUREA est désormais composé depuis le mois de juillet 2018 de 12 017 008 actions. Ces actions nouvelles, représentant 1,40% du capital et 0,90% des droits de vote bruts, sur la base du nombre d'actions en circulation au 30/06/2018 augmenté du nombre d'actions nouvelles créées, portent jouissance à compter du 1^{er} janvier 2018 et disposent des mêmes droits que les actions ordinaires déjà en circulation. Elles ont été admises aux négociations sur EURONEXT Paris le 25 juillet 2018.

2.7.4. Déclarations de franchissement de seuils au cours du 1^{er} semestre 2018

Néant.

2.7.5. Déclarations relatives aux opérations effectuées par les administrateurs

Les opérations réalisées au cours du 1^{er} semestre 2018 sur les titres de la société par les personnes visées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier, et selon les modalités prévues par les articles 222-14 et 222-15 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers, sont les suivantes :

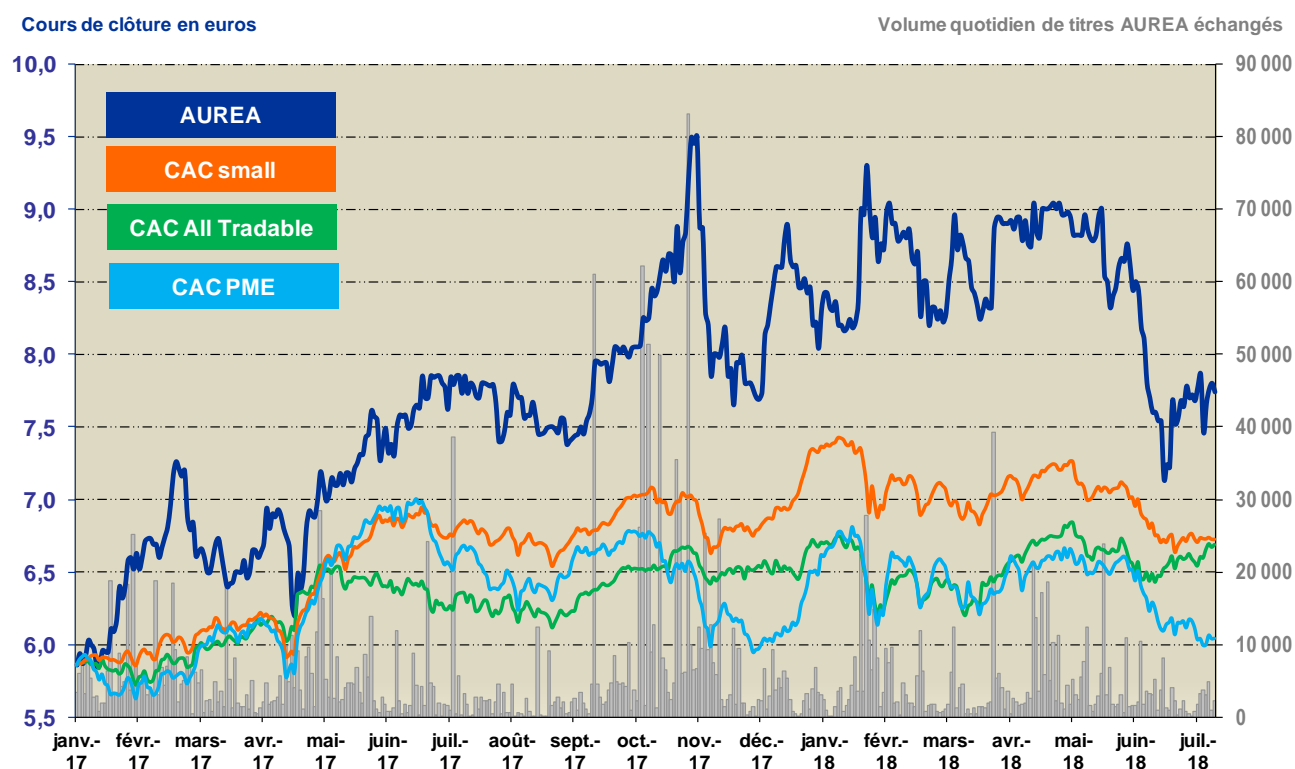
- Néant

2.7.6. Rachat par la société de ses propres actions

L'assemblée générale mixte du 21/06/2018, dans sa 9^{ème} résolution, a renouvelé l'autorisation pour AUREA d'opérer sur ses propres actions dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions.

Au 30/06/2018, la société détenait au total 126 251 actions (incluant le contrat de liquidité) représentant 1,1% du capital.

2.7.7. Evolution du cours de bourse depuis le 01/01/2018



2.7.8. Autre ligne de cotation

Obligations : Maturité 12/06/2019
 Libellé : AUREA4.75%JUN2019
 Cotation au fixing sur Euronext Growth (ex- Alternext)

ISIN : FR0011519982
 Mnémonique : AURAA

AUREA



Groupe européen dédié
à l'économie circulaire

**Comptes consolidés
au 30 juin 2018**

Comptes consolidés au 30/06/2018

Bilan simplifié actif

<i>En K€</i>	Note	30/06/2018 IFRS	31/12/2017 IFRS	30/06/2017 IFRS
Ecarts d'acquisition	1	11 918	11 918	11 672
Immobilisations incorporelles	2	753	872	995
Immobilisations corporelles	2	50 892	51 263	51 460
Actifs financiers non courants	3	1 320	1 271	1 179
Actifs d'impôts différés non courants		36	31	18
Actifs non courants		64 919	65 355	65 324
Stocks	4	31 206	26 241	29 720
Clients et autres débiteurs	5	53 070	40 362	46 591
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6	29 702	32 611	24 279
Actifs courants		113 977	99 214	100 590
Actifs destinés à être cédés ou abandonnés		-	-	-
TOTAL ACTIF		178 896	164 569	165 914

Comptes consolidés au 30/06/2018

Bilan simplifié passif

En K€	Note	30/06/2018	31/12/2017	30/06/2017
		IFRS	IFRS	IFRS
Capital		14 221	14 221	14 030
Primes		19 161	19 120	18 517
Actions propres		-666	-598	-857
Résultats accumulés		42 973	40 571	40 576
Résultat de l'exercice		2 257	4 162	1 423
Intérêts minoritaires		40	30	23
Capitaux propres		77 986	77 506	73 712
Emprunts portant intérêts	8, 9	12 943	26 173	22 318
Provisions pour risques et charges	7	655	763	655
Passifs d'impôts différés non courants		5 359	5 365	8 311
Engagements de retraite	7	1 749	1 743	1 630
Passifs non courants		20 706	34 044	32 914
Provisions pour risques et charges	7	318	226	173
Fournisseurs et autres créiteurs	10	58 796	47 042	54 534
Partie à court terme des emprunts portant intérêts	8, 9	18 561	4 332	3 086
Emprunts court terme	6, 7, 8	769	1 420	340
Autres passifs courants		1 760	-	1 154
Passifs courants		80 204	53 020	59 287
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés		-	-	-
TOTAL PASSIF		178 896	164 569	165 914

Comptes consolidés au 30/06/2018

Compte de résultat

En K€	Note	30/06/2018	31/12/2017	30/06/2017
		IFRS	IFRS	IFRS
Chiffre d'affaires consolidé	14	117 807	203 490	106 280
Production stockée		176	-1 783	245
Achats et services extérieurs		-96 472	-162 230	-86 900
Impôts et taxes		-2 699	-5 064	-1 781
Frais de personnel		-13 587	-25 258	-12 821
Autres produits et charges opérationnels		2 113	2 572	668
Dotations nettes aux amortissements et provisions opérationnels		-3 302	-6 616	-2 934
Résultat opérationnel courant		4 035	5 111	2 755
Autres produits opérationnels non courants		73	110	170
Autres charges opérationnelles non courantes		-442	-556	-96
Résultat opérationnel		3 665	4 665	2 829
Coût de l'endettement financier net		-323	-895	-381
Charge d'impôt		-1 075	410	-1 014
Résultat net des activités poursuivies		2 267	4 180	1 433
Résultat net d'impôt des activités abandonnées	11	-	-	-
Résultat net des entreprises intégrées		2 267	4 180	1 433
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		-	-	-
Résultat net		2 267	4 180	1 433
RESULTAT NET PART DU GROUPE		2 257	4 180	1 423
Intérêts minoritaires		10	-	10
Résultat net par action part du groupe	13	0,19 €	0,36 €	0,12 €
Résultat dilué par action part du groupe	13	0,19 €	0,36 €	0,12 €

Comptes consolidés au 30/06/2018

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En K€	30/06/2018	31/12/2017	30/06/2017
	IFRS	IFRS	IFRS
Résultat net	2 267	4 180	1 433
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-	-
Changements de méthodes	-	-	-
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-	-9	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-	-
Impôts	-	3	-
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net	-	-6	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-6	-
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part du groupe	2 257	4 156	1 423
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - part des minoritaires	10	18	10
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	2 267	4 174	1 433

Comptes consolidés au 30/06/2018

Tableau des flux de trésorerie

En K€	30/06/2018	31/12/2017	30/06/2017
	IFRS	IFRS	IFRS
Résultat consolidé (y compris intérêts minoritaires)	2 267	4 180	1 433
Dotations nettes aux amortissements et provisions	3 339	6 674	3 234
Autres produits et charges calculés	-	-	-
Variation de juste valeur	-25	-38	-66
Plus et moins values de cession	151	306	-10
Païement fondé sur des actions	41	-7	93
Coût de l'endettement financier net	666	1 108	425
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 080	-410	1 014
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-	-	-
Capacité d'autofinancement	7 519	11 814	6 124
Variation du BFR :			
Impôts versés et variation des impôts différés	-2 534	-758	-5
Variation du BFR lié à l'activité	-4 460	-2 154	-3 095
Variation de trésorerie générée par l'activité (A)	526	-8 902	3 024
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-3 102	-4 524	-1 612
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	57	724	16
Variations nettes des autres actifs financiers non courants	-48	-97	-5
Variation nette des titres non consolidés	-	0	-
Dividendes reçus des entreprises associées et non consolidées	-	0	-
Incidence des variations de périmètre	-	-170	-
Autres	-	-	-
Flux net de trésorerie lié aux investissements (B)	-3 093	+4 067	-1 6011
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 758	-1 154	-1 154
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	1 758	-	1 154
Augmentation de capital	-	1 051	-
Achat et revente d'actions propres	-68	222	-38
Encaissements liés aux nouveaux emprunts et dettes financières	3 610	8 740	2 714
Remboursement des emprunts et dettes financières	-2 262	-3 657	-1 508
Autres flux liés aux opérations de financement	-993	-1 081	-916
Flux net de trésorerie lié aux financements (C)	287	4 121	252
Incidence des variations de devises	-	-	-
Autres flux sans incidence sur la trésorerie	25	38	66
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (A+B+C)	-2 258	8 995	1 741
Trésorerie nette d'ouverture	31 191	22 196	22 196
Trésorerie nette de clôture	28 933	31 191	23 938

Les postes du tableau de flux de trésorerie comprennent les éléments des activités poursuivies et abandonnées.

Comptes consolidés au 30/06/2018

Variation des capitaux propres

En K€	Nombre d'actions	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto-détenus	Réserves et résultats consolidés	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 31/12/2016	11 691 987	14 030	18 424	-819	41 730	73 366	12	73 378
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	93	-	-	93	-	93
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-38	-	-38	-	-38
Dividendes	-	-	-	-	-1 154	-1 154	-	-1 154
Résultat net de la période	-	-	-	-	1 423	1 423	-	1 423
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2017	11 691 987	14 030	18 517	-857	41 999	73 690	23	73 712

Capitaux propres au 31/12/2017	11 850 669	14 221	19 120	-598	44 733	77 476	30	77 506
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	41	-	-	41	-	41
Opérations sur titres auto détenus	-	-	-	-68	-	-68	-	-68
Dividendes	-	-	-	-	-1 760	-1 760	-	-1 760
Résultat net de la période	-	-	-	-	2 257	2 257	10	2 267
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 30/06/2018	11 850 669	14 221	19 161	-666	45 230	77 946	40	77 986

Le capital d'AUREA au 30/06/2018 était constitué de 11 850 669 actions de 1,20 € entièrement libérées.

Compte tenu des 166 339 actions nouvelles émises en juillet 2018 pour les besoins du paiement du dividende en actions, le capital d'AUREA est désormais composé de 12 017 008 actions.

Comptes consolidés au 30/06/2018

Annexe

AUREA est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce.

La société a son siège social 3, avenue Bertie Albrecht à Paris (75008) et est cotée sur Euronext Paris, compartiment C.

Tous les chiffres, sauf précision contraire, sont présentés en milliers d'euros.

1. Principes comptables et méthodes d'évaluation

1.1. Principes d'établissement des comptes

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du groupe AUREA qui sont publiés au titre du 30 juin 2018 sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards), telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 30 juin 2018, disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Les principes comptables appliqués par le groupe au 30 juin 2018, sont les mêmes que ceux retenus pour les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre 2017, à l'exception des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables à partir du 1^{er} janvier 2018, à savoir :

1.1.1. Nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2018

Le groupe applique à compter du 1^{er} janvier 2018 les normes IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients" et IFRS 9 "Instruments financiers". Les autres normes et interprétations applicables, de façon obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2018 sont sans impact significatif sur les comptes consolidés d'AUREA au 31 décembre 2018. Elles concernent principalement :

- Amendements à IFRS 2 "Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions" ;
- IFRIC 22 "Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée" ;
- Améliorations annuelles, cycle 2014-2016

L'impact de l'adoption de ces normes ainsi que des autres nouvelles normes, interprétations et amendements aux normes existantes sur les états financiers du Groupe reste très limité.

1.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'IASB mais non encore applicables au 30/06/2018

Le groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations évoquées ci-dessous dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2018 :

- IFRS 16 "Contrats de location" ;
- Amendements à IFRS 9 "Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative" ;
- Amendements à IAS 28 "Intérêts à long terme dans les entreprises associées et des coentreprises" ;
- Amendements à IAS 19 "Modification, réduction ou liquidation d'un régime" ;
- Améliorations annuelles, cycle 2015-2017 ;
- IFRIC 23 "Incertitudes relatives à l'impôt sur le résultat".

AUREA mène actuellement une analyse sur les impacts et les conséquences pratiques de l'application de ces normes et interprétations.

1.2. Règles et méthodes de consolidation

1.2.1. Périmètre de consolidation

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 10, les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote en assemblée générale, au conseil d'administration ou au sein de l'organe de direction équivalent, lui conférant le pouvoir de diriger leurs politiques opérationnelles et financières, sont généralement réputées contrôlées et consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Selon les dispositions de la norme IFRS 11, les partenariats du groupe sont classés en deux catégories (coentreprises et activités conjointes) selon la nature des droits et obligations détenus par chacune des parties.

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles le groupe exerce une influence notable. Elles sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence conformément aux dispositions de la norme IAS 28 L'influence notable est présumée lorsque la participation du groupe est supérieure ou égale à 20%. Elle peut néanmoins être avérée dans des cas de pourcentages de détention inférieurs.

1.2.2. Opérations intragroupe

Les opérations et transactions réciproques d'actif et passif, de produits et de charges, entre entreprises intégrées, sont éliminées dans les comptes. Cette opération est réalisée :

- En totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales,
- A hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise intégrée proportionnellement si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise intégrée proportionnellement,
- A hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

1.2.3. Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2004 et jusqu'au 31 décembre 2009 ont été comptabilisés selon les principes de la précédente version de la norme IFRS 3. Les regroupements d'entreprises intervenus à compter du 1^{er} janvier 2010 sont comptabilisés conformément aux dispositions d'IFRS 3 révisée.

En application de cette nouvelle norme, le groupe comptabilise à la juste valeur aux dates de prise de contrôle, les actifs acquis et les passifs assumés identifiables. Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des passifs encourus et/ou des instruments de capitaux propres émis en échange du contrôle de l'entité acquise et de tout autre coût directement attribuable à l'acquisition. Les ajustements de prix éventuels sont évalués à leur juste valeur à chaque arrêté. Au-delà d'une période de 12 mois à compter de la date d'acquisition, tout changement ultérieur de cette juste valeur est constaté en résultat.

Les coûts directement attribuables à l'acquisition, tels que les honoraires de due diligence et les autres honoraires associés, sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

La valeur d'acquisition est affectée en comptabilisant les actifs acquis et les passifs assumés identifiables de l'entreprise acquise à leur juste valeur à cette date, à l'exception des actifs ou des groupes d'actifs classés comme détenus en vue de leur vente selon IFRS 5, qui sont comptabilisés à leur juste valeur diminuée du coût de la vente. La différence positive entre le coût d'acquisition et la part d'intérêt d'AUREA dans la juste valeur des actifs acquis et passifs assumés identifiables est comptabilisée en goodwill.

Le groupe dispose d'un délai de 12 mois, à compter de la date d'acquisition, pour finaliser la comptabilisation des opérations relatives aux sociétés acquises.

1.2.4. Activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession et actifs en cours de cession

Activités abandonnées

Les activités abandonnées (arrêtées, cédées) ou en cours de cession sont présentées sur une ligne séparée du bilan consolidé à la clôture de l'exercice présenté, dès lors qu'elles concernent :

- soit un pôle d'activité ou une zone géographique significative pour le groupe faisant partie d'un plan unique de cession,
- soit une filiale acquise uniquement dans un but de revente.

Les actifs rattachés aux activités abandonnées sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession. Les éléments du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées sont présentés sur une ligne séparée pour toutes les périodes présentées.

Actifs en cours de cession

Les actifs non courants dont la cession a été décidée au cours de la période sont présentés sur une ligne séparée du bilan, dès lors que la cession doit intervenir dans les 12 mois. Ils sont évalués au plus bas de la valeur comptable ou du prix de vente estimé, net des coûts relatifs à la cession. Contrairement aux activités abandonnées, les éléments du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie ne sont pas présentés sur une ligne séparée.

1.3. Méthodes d'évaluation et de présentation

1.3.1. Recours à des estimations

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers. Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées suivant les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Evaluations retenues pour les tests de perte de valeur

Les hypothèses et les estimations qui sont faites pour déterminer la valeur recouvrable des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles portent en particulier sur les perspectives de marché nécessaires à l'évaluation des flux de trésorerie et les taux d'actualisation retenus. Toute modification de ces hypothèses pourrait avoir un effet significatif sur le montant de la valeur recouvrable et pourrait amener à modifier les pertes de valeur à comptabiliser. Les principales hypothèses retenues par le groupe sont décrites dans la note 3 – "Tests de valeur sur goodwill et autres actifs non financiers".

Paiements en actions

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des plans d'attribution d'actions sont définies par la norme IFRS 2 – "Paiements fondés sur des actions". L'attribution d'actions gratuites représente un avantage consenti à leurs bénéficiaires et constitue à ce titre un complément de rémunération supporté par AUREA. S'agissant d'opérations ne donnant pas lieu à des transactions monétaires, les avantages ainsi accordés sont comptabilisés en charges sur la période d'acquisition des droits, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. Ils sont évalués sur la base de la juste valeur à la date d'attribution des instruments de capitaux propres attribués.

Evaluation de la juste valeur

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale. Les justes valeurs sont hiérarchisées selon trois niveaux :

- Niveau 1 : prix cotés sur un marché actif. Les valeurs mobilières de placement sont valorisées ainsi ;
- Niveau 2 : modèle interne avec des paramètres observables à partir de techniques de valorisations internes : ces techniques font appel aux méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés ;
- Niveau 3 : modèle interne avec paramètres non observables.

Evaluations des engagements de retraite

Le groupe participe à des régimes de retraite à cotisation ou à prestation définies. Les engagements liés à ces derniers régimes sont calculés sur le fondement de calculs actuariels reposant sur des hypothèses telles que le taux d'actualisation, les augmentations de salaires futures, le taux de rotation du personnel, les tables de mortalité.

Ces hypothèses sont généralement mises à jour annuellement. Les hypothèses retenues et leurs modalités de détermination sont détaillées dans la note 8-1 – "Provision pour retraite". Le groupe estime que les hypothèses actuarielles retenues sont appropriées et justifiées dans les conditions actuelles, toutefois les engagements sont susceptibles d'évoluer en cas de changement d'hypothèses.

1.3.2. Coût de l'endettement financier

Le coût de l'endettement financier comprend le coût du financement, les charges d'intérêts de l'emprunt obligataire, le résultat de change, les revenus des placements de trésorerie et des équivalents de trésorerie. Les placements de trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur dans le compte de résultat.

1.3.3. Impôts sur le résultat

Le groupe calcule ses impôts sur le résultat conformément aux législations en vigueur dans le pays où les résultats sont taxables. Conformément à la norme IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables des éléments d'actif et passif et leurs valeurs fiscales. Ils sont calculés sur la base des derniers taux d'impôt adoptés ou en cours d'adoption à la clôture des comptes. Les effets des modifications des taux d'imposition d'un exercice à l'autre sont inscrits dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel la modification est intervenue.

Les soldes d'impôts différés sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre d'intégration fiscale considéré, et sont présentés à l'actif ou au passif du bilan pour leur position nette par entité fiscale. Les impôts différés sont revus à chaque arrêté pour tenir compte notamment des incidences des changements de législation fiscale et des perspectives de recouvrement. Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

1.3.4. Résultat par action

Le résultat par action non dilué correspond au résultat net part du groupe, rapporté au nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, diminué des titres auto-détenus.

Pour le calcul du résultat dilué par action, le nombre moyen d'actions en circulation est ajusté pour tenir compte de l'effet dilutif des instruments de capitaux propres émis par l'entreprise, en particulier les plans d'attribution d'actions gratuites.

1.3.5. Goodwill

Le goodwill correspond à l'écart constaté à la date d'entrée d'une société dans la périmètre de consolidation, entre d'une part, le coût d'acquisition des titres de celle-ci et, d'autre part, la part du groupe dans la juste valeur aux dates d'acquisition des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables relatifs à la société.

Les goodwill relatifs aux filiales intégrés globalement sont enregistrés à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique "Ecart d'acquisition".

Les goodwill ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de valeur ("impairment test") au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé dans l'exercice en résultat opérationnel et est non réversible.

Les écarts d'acquisition négatifs (badwill) sont comptabilisés directement en résultat l'année de l'acquisition.

1.3.6. Autres immobilisations incorporelles

Elles comprennent principalement des droits d'exploitation. Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements et des pertes de valeur cumulés.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations incorporelles sont les suivantes :

- Logiciels : 2 à 5 ans
- Licences d'exploitation : 15 à 20 ans

1.3.7. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites pour leur coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements pratiqués sont déterminés généralement suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation du bien. Les principales durées d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- Constructions : 10 à 15 ans
- Agencement, aménagements des constructions : 8 à 15 ans
- Matériels et outillages 3 à 15 ans
- Installations et agencements : 3 à 20 ans
- Matériel et mobilier de bureau : 3 à 15 ans

1.3.8. Contrats de location financement

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens, en contrepartie il est comptabilisé un passif financier. Les actifs détenus en vertu d'un contrat de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation.

1.3.9. Pertes de valeur des actifs immobilisés non financiers

Les actifs immobilisés incorporels et corporels doivent faire l'objet de tests de valeur dans certaines circonstances. Pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, les goodwill et les immobilisations encours, un test est réalisé au minimum une fois par an et à chaque fois qu'un indice de perte de valeur apparaît. Pour les autres immobilisations, un test est réalisé seulement lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les actifs soumis aux tests de perte de valeur sont regroupés au sein d'unités génératrices de trésorerie (UGT), correspondant à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation génère des flux d'entrée de trésorerie identifiables. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie susceptibles de découler d'un actif ou d'une UGT. Le taux d'actualisation est déterminé, pour chaque unité génératrice de trésorerie, en fonction du profil de risque de son activité.

1.3.10. Actifs financiers non courant

Les actifs financiers non courants comprennent les participations non consolidées, des dépôts et cautionnement et des autres créances immobilisées.

1.3.11. Stocks

Les stocks sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. A chaque clôture, ils sont valorisés au plus bas du coût historique et de la valeur nette de réalisation.

1.3.12. Clients et autres créances d'exploitation

Les créances clients et autres créances d'exploitation sont des actifs financiers courants. Elles sont évaluées initialement à la juste valeur, qui correspond en général à leur valeur nominale. A chaque arrêté, les créances sont évaluées au coût amorti, déduction faite des pertes de valeur tenant compte des risques éventuels de non recouvrement.

La première application de la norme IFRS 9 à compter du 1^{er} janvier 2018 n'a pas entraîné de changement de méthode comptable en termes de classement et d'évaluation des actifs financiers.

1.3.13. Disponibilités et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les comptes courants bancaires et les équivalents de trésorerie correspondant à des placements à court terme, liquides et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les équivalents de trésorerie sont notamment constitués d'OPCVM et de certificats de dépôts dont la maturité n'excède pas trois mois à l'origine. Les découverts bancaires sont exclus des disponibilités et sont présentés en dettes financières courantes.

1.3.14. Titres autodétenus

Les titres auto-détenus par le groupe sont comptabilisés en déduction des capitaux propres pour leurs coûts éventuels. Les éventuels profits ou pertes liés à l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation de titres auto-détenus sont comptabilisés directement en capitaux propres sans affecter le résultat.

1.3.15. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont présentées au bilan dans les comptes de régularisation passif.

1.3.16. Provisions non courantes

Elles comprennent les provisions non directement liées au cycle d'exploitation évaluées conformément à la norme IAS 37. Elles sont comptabilisées lorsqu'à la clôture de l'exercice il existe une obligation actuelle, juridique ou implicite, du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable que l'extinction de cette obligation se traduira pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et lorsque le montant de cette obligation peut être estimé de façon fiable. Elles sont évaluées sur la base de leur montant actualisé correspondant à la meilleure estimation de la consommation de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation.

1.3.17. Provisions courantes

Les provisions courantes correspondent aux provisions directement liées au cycle d'exploitation, qu'elle que soit leur échéance estimée. Elles sont comptabilisées conformément à la norme IAS 37 (voir ci-dessus). Elles comprennent également la part à moins d'un an des provisions non directement liées au cycle d'exploitation.

1.3.18. Provisions pour retraites

Les engagements liés aux régimes de retraites à prestations définies sont provisionnés au bilan pour le personnel en activité. Ils sont déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées sur la base d'évaluations actuarielles effectuées lors de chaque clôture annuelle.

Pour les régimes à prestations définies financés dans le cadre d'une gestion externe (contrat d'assurance), l'excédent ou l'insuffisance de la juste valeur des actifs par rapport à la valeur actualisée des obligations est comptabilisée au bilan.

Le coût des services passé correspond aux avantages octroyés soit lorsque l'entreprise adopte un nouveau régime à prestations définies, soit lorsqu'elle modifie le niveau des prestations d'un régime existant. Lorsque les nouveaux droits à prestation sont acquis dès l'adoption du nouveau régime ou le changement d'un régime existant, le coût des services passés est immédiatement comptabilisé en résultat.

Les écarts actuariels résultent des effets des changements d'hypothèses actuarielles et des changements liés à l'expérience (différence entre les hypothèses actuarielles retenues et la réalité constatée).

1.3.19. Emprunts obligataires, autres emprunts et dettes financières

Ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce taux est déterminé après prise en compte des primes de remboursement et des frais d'émission. Selon cette méthode, la charge d'intérêt est évaluée de manière actuarielle et est présentée dans la rubrique "coût de l'endettement financier".

Les instruments financiers qui contiennent à la fois une composante de dette financière et une composante de capitaux propres, tels que les obligations convertibles en actions, sont comptabilisés conformément à la norme IAS 32. La valeur comptable de l'instrument hybride est allouée entre sa composante dette et sa composante "capitaux propres", la part capitaux propres étant définie comme la différence entre la juste valeur de l'instrument hybride et la juste valeur attribuée à la composante dette. Cette dernière correspond à la juste valeur d'une dette ayant des caractéristiques similaire mais ne comportant pas de composante capitaux propres. La valeur attribuée à la composante "capitaux propres comptabilisée" séparément n'est pas modifiée durant la vie de l'instrument.

La composante dette est évaluée selon la méthode du coût amorti sur la durée de vie estimée. Les frais d'émission sont alloués proportionnellement à la composante dette et à la composante "capitaux propres".

La part à moins d'un an des dettes financières est classée dans le poste "Partie à court terme des emprunts portant intérêts".

1.3.20. Revenus

Les revenus sont constitués par des ventes de biens et services produits dans le cadre des activités principales du groupe. Ces revenus sont comptabilisés selon IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients". Avant de comptabiliser le chiffre d'affaires, cette norme impose d'identifier un contrat ainsi que les différentes obligations de performance contenues dans le contrat. Le nombre d'obligations de performance dépend des types de contrats et activités. La plupart des contrats du Groupe ne comprennent qu'une obligation de performance.

La comptabilisation du chiffre d'affaires issu de contrats avec des clients doit traduire :

- D'une part le rythme de réalisation des obligations de performance correspondant au transfert à un client du contrôle d'un bien ou d'un service ;
- Et d'autre part le montant auquel le vendeur s'attend à avoir droit en rémunération des activités réalisées.

L'analyse de la notion de transfert d'un bien ou d'un service est déterminante, ce transfert conditionnant la reconnaissance du chiffre d'affaires. Le transfert du contrôle d'un bien ou d'un service peut s'effectuer en continu ou à une date précise.

2. Acquisitions d'entreprises

Néant.

3. Evènements survenus depuis la clôture du semestre

Néant.

4. Notes au bilan consolidé

Note 1 : Ecarts d'acquisition

En application de la norme IAS 38, la partie non identifiable des fonds commerciaux reconnus dans les comptes sociaux a fait l'objet d'un reclassement en goodwill et figure à ce titre sur la ligne "Autres mouvements".

En K€	Valeur nette
Valeur au 31/12/2016	11 672
Ecarts d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 30/06/2017	11 672
Valeur au 31/12/2017	11 918
Ecarts d'acquisition constatés dans la période	-
Autres mouvements	-
Sorties de périmètre	-
Pertes de valeur	-
Valeur au 30/06/2018	11 918

Note 2 : Immobilisations incorporelles et corporelles

Immobilisations incorporelles

En K€	Frais de R&D	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur brute au 31/12/2016	27	-	2 777	-	2 803
Acquisitions	15	-	3	-	18
Cessions	-	-	-7	-	-7
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-
Valeur brute au 30/06/2017	42	-	2 772	-	2 814
Valeur brute au 31/12/2017	15	-	2 762	-	2 777
Acquisitions	5	-	-	-	6
Cessions	-	-	-3	-	-3
Effets de périmètre et reclassement	130	-	-47	47	130
Valeur brute au 30/06/2018	150	-	2 713	47	2 910

En K€	Frais de R&D	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Autres immobilisations incorporelles	Total
Amortissements au 31/12/2016	-	-	-1 722		-1 722
Amortissements de la période	-	-	-103		-103
Cessions	-	-	7		7
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-		-
Amortissements au 30/06/2017	-	-	-1 819		-1 819
Amortissements au 31/12/2017	-	-	-1 904	-	-1 904
Amortissements de la période	-	-	-123	-1	-124
Cessions	-	-	2	-	2
Effets de périmètre et reclassement	-130	-	35	-35	-130
Amortissements au 30/06/2018	-130	-	-1 990	-36	-2 156

En K€	Frais de R&D	Fonds de commerce	Brevets, licences, droits	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur nette au 30/06/2017	42	-	953	-	994
Valeur nette au 31/12/2017	15	-	858	-	873
Valeur nette au 30/06/2018	20	-	722	12	754

Immobilisations corporelles

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur brute au 31/12/2016	6 257	16 410	89 628	3 072	1 974	117 341
Acquisitions	-	18	675	65	753	1 511
Cessions	-1	-8	-10	-1	-1	-21
Effets de périmètre et reclassement	-	-	350	1	-351	-
Valeur brute au 30/06/2017	6 256	16 420	90 644	3 137	2 375	118 832
Valeur brute au 31/12/2017	6 138	16 652	91 422	3 946	2 320	120 658
Acquisitions	5	65	1 398	557	1 040	3 065
Cessions	-	-16	-1 077	-33	-	-1 126
Effets de périmètre et reclassement	-	-	99	14	-112	0
Valeur brute au 30/06/2018	6 323	16 701	91 841	4 484	3 248	122 597

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Amortissements au 31/12/2016	-387	-9 176	-52 432	-2 149	-	-64 144
Amortissements de la période	-13	-413	-2 703	-112	-	-3 241
Cessions	-	8	4	1	-	13
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-	-
Amortissements au 30/06/2017	-400	-9 582	-55 131	-2 260	-	-67 373
Amortissements au 31/12/2017	-413	-9 964	-56 670	-2 349	-	-69 396
Amortissements de la période	-13	-450	-2 641	-168	-	-3 272
Cessions	-	14	921	27	-	962
Effets de périmètre et reclassement	-	-	-	-	-	-
Amortissements au 30/06/2018	-426	-10 400	-58 390	-2 490	-	-71 706

En K€	Terrains	Constructions	Installations techniques, mat. et outillage	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Valeur nette au 30/06/2017	5 856	6 838	35 513	877	2 375	51 459
Valeur nette au 31/12/2017	5 905	6 688	34 752	1 597	2 320	51 262
Valeur nette au 30/06/2018	5 897	6 301	33 451	1 994	3 248	50 891

En K€	Valeur brute	Amortissement	Valeur nette
Dont location financement au 30/06/2017	16 228	-10 642	5 586
Dont location financement au 31/12/2017	17 072	-11 192	5 880
Dont location financement au 30/06/2018	16 753	-11 409	5 344

Note 3 : Actifs financiers non courants**Titres de participation non consolidés**

En K€	Au 31/12/2017	Augmentations	Diminutions	Dotations	Reprises	Au 30/06/2018
Oil Environnemental Africa	34	-	-	-	-	34
AUREA Belgique	-	-	-	-	-	-
Autres	2	-	-	-	-	2
Total titres de participation non consolidés	36	-	-	-	-	36

Autres actifs financiers

En K€	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Dépôts et cautionnements versés	913	989	1 037
Autres créances immobilisées	230	247	247
Total autres actifs financiers	1 143	1 235	1 284

Note 4 : Stocks

En K€	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Métaux & Alliages	25 778	22 222	24 778
Produits dérivés du Pétrole	3 130	3 493	5 833
Caoutchouc & Développements	1 055	1 029	1 141
Total valeurs brutes	29 963	26 744	31 752

En K€	31/12/2017	Dotations	Reprises	30/06/2018
Métaux & Alliages	-266	-126	25	-367
Produits dérivés du Pétrole	-237	-	58	-179
Caoutchouc & Développements	-	-	-	-
Total dépréciations	-503	-126	84	-546

En K€	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Métaux & Alliages	25 585	21 956	24 411
Produits dérivés du Pétrole	3 081	3 256	5 654
Caoutchouc & Développements	1 055	1 029	1 141
Total valeurs nettes	29 720	26 241	31 206

Note 5 : Clients et autres débiteurs

En K€	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Créances clients et comptes rattachés	36 613	33 003	41 991
Etat, organismes sociaux	6 439	4 976	7 340
Créances diverses	3 121	2 095	3 231
Charges constatées d'avance	417	289	508
Total clients et autres débiteurs	46 591	40 362	53 070

Analyse des créances clients

En K€	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Créances clients facturées	37 104	33 490	42 506
Dépréciation des créances clients	-491	-487	-515
Créances clients nettes	36 613	33 003	41 991

Analyse des créances échues non dépréciées

En K€	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
< 30 jours	4 363	5 946	5 419
Entre 30 et 60 jours	338	557	1 650
Entre 60 et 90 jours	336	200	1 410
> 90 jours	393	2 098	313
Créances échues non dépréciées	5 430	8 801	8 793

Note 6 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Actions et obligations	1 434	1 349	1 103
OPCVM	1 272	1 282	2 803
Dépôts à terme	6 222	4 370	4 371
Total valeurs mobilières de placement	8 929	7 001	8 277
Disponibilités	15 350	25 610	21 425
Trésorerie et équivalents de trésorerie	24 279	32 611	29 702
Concours bancaires à CT (cf. note 8)	-340	-1 420	-769
Trésorerie à la clôture	23 939	31 191	28 933

Note 7 : Provisions pour risques et charges

En K€	31/12/2017	Effet de périmètre et reclassement	Dotations	Reprises		30/06/2018
				Utilisations	Devenues sans objet	
Passifs non courants :						
. Risques fiscaux	-	-	-	-	-	-
. Risques opérationnels	117	-	-	-	-	117
. Risques sociaux	617	-	-	-79	-	538
. Risques divers	29	-	-	-29	-	-
. Restructuration	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	763	-	-	-108	-	655
Engagements pour indemnités de fin de carrière	1 743	-	6	-	-	1 749
Passifs courants :						
. Risques fiscaux	-	-	-	-	-	-
. Risques opérationnels	226	-	6	-36	-	195
. Risques sociaux	-	-	-	-	-	-
. Risques divers	-	-	123	-	-	123
. Restructuration	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	226	-	129	-36	-	318

Note 8 : Dettes financières

En K€	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Passifs non courants :			
Dettes c/o établissements bancaires	8 466	11 825	12 362
Autres emprunts et dettes assimilées	13 851	14 332	562
Autres dettes	1	15	19
Emprunts portant intérêts	22 318	26 173	12 943
Passifs courants :			
Dettes c/o établissements bancaires	2 839	5 372	5 318
Autres emprunts et dettes assimilées	351	362	13 986
Autres dettes	235	19	26
Partie à CT des emprunts portant intérêts	3 426	5 753	19 330
Total des dettes financières	25 744	31 925	32 273

En K€	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Total des dettes financières	25 744	31 925	32 273
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 7)	-24 279	-32 611	-29 702
Endettement net	1 465	-686	2 571

En K€	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Autres emprunts	10 965	15 776	16 912
Total des emprunts	10 965	15 776	16 912
Concours bancaires CT	340	1 420	769
Total dettes c/o établissements bancaires	11 305	17 197	17 680

Note 9 : Echancier des dettes

En K€	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Part à 1 an au plus	3 426	5 753	19 330
Part exigible de 1 à 5 ans	22 148	24 515	12 847
Part exigible au-delà de 5 ans	170	246	96
Total dettes	25 744	31 925	32 273

Note 10 : Fournisseurs et autres créditeurs

En K€	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Fournisseurs et comptes rattachés	25 340	21 802	29 072
Etat et organismes sociaux	11 349	9 813	11 000
Dettes diverses	17 430	15 238	18 214
Comptes de régularisation passifs	416	188	510
Total fournisseurs et autres créditeurs	54 534	47 042	58 796

Note 11 : Variation du besoin en fonds de roulement

En K€	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018
Stocks	-2 221	1 258	-4 966
Créances clients et comptes rattachés	-12 188	-8 578	-8 993
Fournisseurs et comptes rattachés	5 822	2 161	7 301
Autres actifs courants	-4 819	-2 090	-4 027
Autres passifs courants	10 306	5 094	6 225
Total	-3 100	-2 154	-4 460

5. Notes au compte de résultat consolidé**Note 12 : Résultat par action**

Le résultat de base par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur la période, déduction faite du nombre d'actions autodétenues.

Le résultat dilué par action prend en compte le nombre moyen pondéré d'actions qui auraient été en circulation dans l'hypothèse d'une conversion en actions de tous les instruments potentiellement dilutifs. Par ailleurs, le résultat est corrigé le cas échéant des variations de produits et charges résultant de la conversion en actions des instruments potentiellement dilutifs. En cas d'effet anti-dilutif, le résultat dilué par action est égal au résultat de base par action.

Les tableaux ci-après indiquent le rapprochement entre le résultat par action avant dilution et le résultat dilué par action :

Résultat par action des activités poursuivies

	Résultat net en K€	Nombre d'actions	Résultat par action
Résultat net dilué au 31/12/2016	708	11 467 362	0,05 €
Résultat avant dilution au 30/06/2017	1 423	11 537 270	0,12 €
Paiements fondés sur des actions	93	36 224	-
Résultat net dilué au 30/06/2017	1 516	11 573 494	0,12 €
Résultat net dilué au 31/12/2017	4 155	11 651 364	0,36 €
Résultat avant dilution au 30/06/2018	2 257	11 722 918	0,19 €
Paiements fondés sur des actions	21	11 093	-
Résultat net dilué au 30/06/2018	2 278	11 734 011	0,19 €

Note 13 : Information sectorielle**Informations par segment opérationnel**

<i>En K€</i>	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Autres	Total au 30/06/2018
Chiffre d'affaires	87 782	23 669	6 356	-	117 807
Actifs non courants	34 357	23 896	4 602	2 064	64 919

<i>En K€</i>	Pôle Métaux & Alliage	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Autres	Total au 31/12/2017
Chiffre d'affaires	157 859	33 330	12 301	-	203 490
Actifs non courants	34 462	23 869	4 901	2 124	65 355

<i>En K€</i>	Pôle Métaux & Alliages	Pôle Produits dérivés du Pétrole	Pôle Caoutchouc & Développements	Autres	Total au 30/06/2017
Chiffre d'affaires	85 824	14 301	6 155	-	106 280
Actifs non courants	34 011	23 797	5 292	2 224	65 324

Informations par nationalité des sociétés

<i>En K€</i>	France	Europe	Total au 30/06/2018
Chiffre d'affaires	108 024	9 782	117 807
Actifs non courants	53 864	11 054	64 919

<i>En K€</i>	France	Europe	Total au 31/12/2017
Chiffre d'affaires	186 399	17 091	203 490
Actifs non courants	54 271	11 084	65 355

<i>En K€</i>	France	Europe	Total au 30/06/2017
Chiffre d'affaires	97 208	9 073	106 280
Actifs non courants	54 331	10 993	65 324

6. Liste des sociétés consolidées au 30/06/2018

Sociétés françaises		
		Société mère
AUREA	Paris 8 ^{ème}	
AUREA Assurconseil	Paris 8 ^{ème}	100%
AUREA Investimmo	Paris 8 ^{ème}	100%
BORITIS	Paris 8 ^{ème}	100%
BROPLAST	Izernore	100%
Compagnie Française ECO HUILE	Lillebonne	100%
DB ENERGIES	Crépy	100%
EPR	Lillebonne	100%
HG INDUSTRIES	Voivres - lès - Le Mans	100%
M LEGO	Boëssé le Sec	100%
META REGENERATION	Château Arnoux St Auban	100%
PLASTINEO	Poligny	60%
POUDMET	Bailleval	100%
REGEAL	Compiègne	100%
ROLL GOM	Tilloy les Mofflaines	100%
TREZ France	Aiguebelle	100%
SCI des Mofflaines	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI de Compiègne	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI Albrecht 8	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI Pérignat	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI Pérignat 2	Paris 8 ^{ème}	100%
SCI Pérignat 3	Paris 8 ^{ème}	100%
Sociétés étrangères		
Belgique		
AIP	Bruxelles	100%
RULO	Herinnes lez Pecq	100%
FLAUREA CHEMICALS	Ath	100%
Immobilière de Blachou	Ath	100%
BAGNOUFFE	Ath	100%
Allemagne		
BHS Kunststoff Aufbereitungs GmbH	Blieskastel Bockweiler	100%
Portugal		
AUREA Portugal	Porto	98%

Comptes consolidés au 30/06/2018

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2018

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2-III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AUREA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2018 au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité, commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Bry sur Marne, le 4 septembre 2018

Les commissaires aux comptes


Cabinet CFG AUDIT
Philippe JOUBERT


Cabinet Gilles HUBERT
Guilhem PRINCÉ